

# Les 115 filles consultées sur leurs conditions de travail

Espace P souhaite des zones de tolérance réglementées pour protéger tant les professionnelles du sexe que les habitants

DEPUIS hier, les prostituées de Saint-Josse participent à un référendum lancé par Espace P, l'ASBL qui tente d'améliorer leurs conditions d'existence. C'est un questionnaire sur leur situation sociale et familiale et sur leurs méthodes de travail dans le quartier. Alors que le bourgmestre Guy Cudell avait promis de réunir à nouveau les prostituées et les habitants, rien ne s'est officiellement passé.

Il y a bien eu une rencontre furtive entre le maieur et les prostituées cette semaine, mais chacun campe sur ses positions. Le bourgmestre ne veut plus de nouvelles carrées; mais sur le terrain, c'est le flou artistique, d'autant que la commune dispose de peu de moyens légaux pour imposer ce moratoire. Les filles en ont marre de cette incertitude dans leur travail quotidien.

«Les filles ont l'impression que Guy Cudell refuse de prendre ses responsabilités, traduit Catherine François, d'Espace P. Il pourrait décréter comme à Ostende une zone de tolérance. Dans ce périmètre, les salons ne seraient pas inquiétés, mais il ne pourrait pas y en avoir d'au-

tres.» En fait, il suffirait de compléter et surtout de faire appliquer un règlement communal de 1989 qui interdit les maisons de prostitution aux abords d'écoles, de lieux du cultes et de zones d'habitat.

Le référendum sollicite l'avis des filles à ce sujet: faut-il créer une zone P dans les rues de la Rivière, Prairie, Linné, Plantes et Verte? «Nous allons aussi proposer à Picqué d'inscrire cette activité au plan régional de développement. Nous voulons une protection sociale de ces femmes comme en Hollande, mais les hommes politiques belges manquent de courage. Ils préfèrent éviter le débat et omettent de prendre des mesures comme les zones de tolérance, car ce n'est électoralement pas rentable.»

## Arbitraire et ostracisme

Les femmes subissent l'arbitraire de l'administration et de la police. Celles qui élèvent des enfants sont parfois victimes d'ostracisme de la part certaines autorités bien-pensantes comme les directions d'écoles... Bref, elles sont souvent considérées comme des citoyennes de seconde zone. «Elles paient pourtant des impôts, sur base des signes extérieurs de richesse. Elles cotisent aussi à l'Inasti; entre 20 et 25.000 F tous les trois mois pour bénéficier d'un minimum de protection sociale. Selon le bon vouloir ou l'humour de l'inspecteur, elles sont assujetties aux cotisations comme travailleuse occasionnelle, commerçante indus-

trielle et même exploitante agricole!»

Dès lundi prochain, Espace P va dépouiller les bulletins du référendum qui ont été adressés aux 115 prostituées de Saint-Josse. Leurs revendications vont être résumées, dans l'espoir qu'elles soient enfin entendues.

André VANDE PERRE



## Bruxelles

Guy Cudell, bourgmestre de Saint-Josse-Ten-Noode, visitait hier les rues chaudes de sa commune. Une stratégie de la tension y règne depuis les incidents à répétition mettant aux prises prostituées, jeunes beurs lanceurs de pavés et policiers. Le bourgmestre arrive au milieu d'un groupe de péripatéticiennes se préparant à une « marche de la paix », destination sa maison communale. En lunettes noires, la représentante d'« Espace P », qui assure la défense des filles de joie. La discussion est vive. Les prostituées veulent être des citoyennes comme tout le monde. Pour elles, ce quartier est autant le leur que celui des immigrés. Soudain, des jeunes vont jeter non plus des pavés mais des œufs. La « marche de la paix » n'aura pas lieu. La tension restera

*lire page 5*

*Photo Meesen*